



CAPL n° 2 du 21/06/2019

**Mouvement des contrôleurs des Finances Publiques
au 01/09/2019**

Déclaration liminaire

Ce mouvement se caractérise par un nombre de vacances d'emplois jamais égalé à ce jour. L'anéantissement de notre administration est en marche.

Le mouvement 2019 comptabilise 2050 emplois vacants.

C'est du jamais vu à la DGFIP.

Pour mémoire :

- en 2018 : 1532 emplois B vacants
- en 2017 : 987 emplois B vacants.

Le constat est sans appel : moins de demandes, moins de mouvements et toujours plus de vacances d'emplois.

Dans le même temps, la Direction Générale a décidé de supprimer 636 nouveaux emplois B pour 2019. Plus que jamais, la Direction Générale gère la pénurie.

Le Vaucluse n'est pas en reste avec 14,1 postes de B vacants alors que les services sont exsangues.

Ce n'est pas la communication de la nouvelle « géographie revisitée » ou, plus astucieusement appelée « déconcentration de proximité » qui va nous rassurer. En effet, même si la nouvelle carte des implantations fait apparaître une présence accrue des services de la DDFIP, nous ne sommes pas dupes. Cette présence se traduit par des accueils de proximité avec mise en place de permanences régulières (et non pérennes) pendant les campagnes, ou de simples points de contact.

On ne peut donc pas considérer cela comme une présence étoffée de nos services et l'on peut craindre pour la pérennité de ces accueils.

Par ailleurs, les agent(e)s concerné(e)s par la mise en place de la nouvelle carte des implantations vont subir une mobilité forcée.

Cette mobilisation contrainte sera imposée à tous et à toutes avec la mise en place, dès 2020, de l'affectation au département.

Les élu(e)s de la CGT Finances Publiques s'insurgent devant l'urgence de la situation et exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et restructurations
- la création de postes à hauteur des besoins des services
- de pourvoir à chaque vacance d'emploi.

Les élus CGT